SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 AVRIL 1866.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi qui approuve la convention monétaire conclue, le 23 décembre 1865, entre la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse.

(Voir les nos 84 et 128 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron GRENIER-LEFEBVRE, FORTAMPS, LAOUREUX, le Comte d'ASPREMONT LYDEN, JOOSTENS, ZAMAN et MALOU, Rapporteur.

MESSIEURS,

La Convention monétaire conclue à Paris, le 25 décembre 1865, entre les Commissaires plénipotentiaires de la Belgique, de la France, de l'Italie et de la Suisse, constitue ces quatre pays, ayant ensemble une population de 66 millions d'habitants, à l'état d'union pour ce qui regarde le poids, le titre, les modules et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

Rien n'est innové quant au billon proprement dit.

La valeur, le poids, le titre, la tolérance de poids et de titre et les modules sont, en conséquence, déterminés, quant à toutes les monnaies d'or et d'argent.

Ces monnaies seront admises sans distinction dans les caisses publiques des quatre pays contractants; elles auront dès lors, en fait, la qualité et rempliront les fonctions de monnaies dans les transactions entre particuliers, sans qu'il soit besoin de leur attribuer cours légal. L'expérience prouve, en effet, que la monnaie étrangère, identique à celle du pays, lorsqu'elle est admise dans les caisses publiques, circule sans difficulté et sans rencontrer de refus que rien ne motiverait.

Les parties contractantes se réservent d'exclure les pièces d'or dont le poids aurait été réduit par le frai de 1/2 p. c. au-dessous des tolérances légales ou dont les empreintes auraient disparu, et les pièces d'argent de 5 francs qui auraient perdu, en poids, 1 p. c., ou dont les empreintes auraient disparu.

Les monnaies divisionnaires d'argent seront fabriquées, désormais, au titre de 855 millièmes, et les quantités maxima que chaque Etat peut émet-

tre sont déterminées d'après la population, en tenant compte de l'accroissement présumé. La part de la Belgique est de 32 millions de francs

Ces pièces devront être refondues par les gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites, par le frai, de 5 p. c. au-dessous de la tolérance, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

Les dispositions relatives aux monnaies divisionnaires d'argent sont celles qui contiennent les innovations à la fois les plus profondes et les plus utiles, pour ne pas dire les plus nécessaires.

Les quatre nations ont pour unité le franc. Aucun acte législatif n'a changé, chez l'une d'elles, soit le titre, soit le poids des monnaies d'or et d'argent, autres que les monnaies divisionnaires.

Mais la Suisse a fabriqué pour environ 10 1/2 millions de francs de pièces de 2 francs et de 1 franc au titre de 800 millièmes; l'Italie, environ 100 millions de pièces divisionnaires au titre de 835 millièmes; la France, donnant un commencement d'exécution à la loi du 25 mai 1864, pour environ 16 millions de pièces de 50 et de 20 centimes, au même titre de 835 millièmes. La Belgique seule n'a pris aucune disposition.

Il est évident que son abstention ne pouvait se prolonger indéfiniment, sans danger et sans dommage pour elle. Sa circulation en petites monnaies se compose de plus de 87 p. c. de pièces de 50 centimes d'origine française et qui ont perdu en moyenne à peu près 10 p. c. par le frai (*). Le jour où la France aurait émis les pièces nouvelles en quantités suffisantes, elle aurait démonétisé les anciennes; nous n'aurions pu lui rendre les pièces qui sont dans notre circulation, puisque nous ne pouvions les y remplacer sans une perte énorme.

L'utilité ou la nécessité de dispositions nouvelles à adopter par la Belgique quant à ses monnaies divisionnaires a fait l'objet d'un débat incident à la séance du Sénat du 9 septembre 1864 (**).

Il n'y avait que deux partis à prendre : ou fabriquer en Belgique, comme en France et en Italie, des pièces divisionnaires au titre de 835 millièmes; ou bien, par un arrangement international, rétablir quant à ces monnaies l'uniformité si profondément altérée dans les autres pays, dont les monnaies, étant des multiples ou des divisions du franc, se mêlent nécessairement à notre circulation. Ces altérations, il convient de le remarquer, sont la conséquence inévitable du changement de la valeur relative de l'or et de l'argent depuis quelques années.

Le Gouvernement a préféré un arrangement international et avec raison : l'uniformité est ainsi plus complètement rétablie, assurée d'une manière plus certaine; les intérêts publics et privés sont mieux garantis.

Entre les monnaies proprement dites et les pièces divisionnaires, la convention établit une distinction sur un point important. Les gouvernements se réservent réciproquement d'exclure les monnaies usées par le frai au delà des limites indiquées ci-dessus; mais ils s'obligent à refondre les pièces divisionnaires usées de plus de 5 p. c.

Par une réminiscence du système que la majorité de la Commission monétaire belge, instituée en 1859, avait proposé d'appliquer aux pièces frustes de

(*) V. Doc. parl. Chambre, session 1859, N° 18, 20 août 1859, pages 10 et 21.

(**) Annales du Sénat, page

5 francs, la Commission de la Chambre des Représentants émet l'avis qu'il y aurait lieu de faire *couper ou marquer* les pièces trop légères, autres que les monnaies divisionnaires, lorsqu'elles se présentent dans certains établissements publics.

La majorité de Votre Commission ne peut se rallier à cette opinion : il existe un moyen plus juste et plus utile de maintenir une circulation monétaire droite de poids. Notre honorable collègue M. Fortamps, qui a représenté la Belgique, d'une manière si distinguée, à la conférence monétaire de Paris, avait indiqué le système suivi en Angleterre. La conférence ne s'est pas prononcée expressément, il est vrai, et la convention n'impose point d'obligations formelles. Un autre moyen consiste dans le retrait des pièces usées, opéré par ou pour compte des États qui les ont émises. Nous sommes convaincus que dans la pratique, comme complément de l'accord intervenu, les gouvernements se remettront les monnaies frustes et usées pour les refondre, et que personne ne songera à tailler les pièces de monnaie étrangère, au préjudice du dernier détenteur de bonne foi.

L'on conservera ainsi en même temps, sans lésion d'intérêts privés, la circulation droite de poids et la confiance en la monnaie commune, dont le caractère essentiel doit être de faire foi et de valoir sans qu'il faille la peser.

Il va de soi que la fabrication des monnaies divisionnaires, au titre de 855 millièmes, est exclusivement réservée aux États contractants.

Ces monnaies participent à certains égards de la nature du billon, en ce que leur valeur intrinsèque ne correspond pas exactement, dans l'état actuel des choses, à leur valeur nominale et usuelle.

Les gouvernements, moralement garants de cette différence envers le public et obligés à retirer les pièces pour leur valeur nominale, lorsqu'elles seront usées par le frottement, doit naturellement profiter seul du bénéfice de cette fabrication et pouvoir aussi proportionner les émissions aux besoins. Le bénéfice brut, non compris les frais de monnayage, serait de plus de 2 millions de francs pour les 52 millions à fabriquer par la Belgique, si, au lieu d'acheter des lingots à prime, on prend dans la circulation des pièces droites de poids pour les convertir en monnaies divisionnaires.

La durée de la Convention est de 15 ans. Si elle n'est dénoncée un an avant le terme, elle sera prorogée successivement pour de nouvelles périodes de 15 ans.

L'art. 12 réserve le droit d'accession à tout autre État qui adopterait le système monétaire de l'union, et accepterait les obligations résultant du traité.

La Commission des Finances croit inutile de s'arrêter aux points secondaires, qui tous lui ont paru équitablement et sagement réglés dans l'intérêt des parties contractantes et de leurs nationaux.

A l'unanimité des membres présents, elle vous propose l'adoption de l'art. 1^{er} du Projet de Loi, portant approbation de la Convention monétaire du 25 décembre 1865.

Les autres articles de la Loi ne sont guère que la compilation des dispositions des lois antérieures qui sont encore en vigueur. Cette codification est utile, et ne peut soulever de discussions de principe.

Sans présenter d'amendement, Votre Commission est d'avis que l'article 5

ne doit pas recevoir l'application absolue et rigoureuse que les termes semblent impliquer. Cet article porte : « Dans les actes publics et administratifs, les sommes ne peuvent être exprimées qu'en francs et centimes. »

Ils est nécessaire sans doute d'exiger que les obligations, dans les actes publics, soient stipulées en francs et centimes ; mais, dans certains cas, les conventions des parties contractantes ne sont complètes et intelligibles qu'au moyen de l'énonciation accessoire de monnaies étrangères ; telle serait par exemple la constitution d'une société anonyme entre Belges, Russes et Anglais ; il ne doit pas être interdit d'énoncer, dans l'acte constitutif d'une pareille société, tout en stipulant en francs et centimes, le rapport fixe, conventionnel, entre le franc et la livre sterling ou le rouble.

La Commission présente cette observation pour éviter qu'on n'exagère le sens de l'art. 3. Cette disposition n'a d'ailleurs pas de sanction pénale particulière.

Les autres dispositions (art. 2 à 11 du Projet) n'ont point soulevé d'objections.

La Commission en propose l'adoption à l'unanimité.

Le Président,

G.-J. LAOUREUX.

Le Rapporteur,

J. MALOU.